

*Mr. Repa Colombel  
Mr. Raoul Teissier*

SUPPLEMENT A "T E A R A T A I"

Papeete le 4 juillet 1958.

"On ne doit pas juger du mérite d'un homme par ses grandes qualités,  
"mais par l'usage qu'il en sait faire." (La Rochefoucauld)

EDITORIAL/

R.D.P.T. TOUS DEUX, MAIS....!?

Les raisons de mes divergences avec M. POUVANAA A OOPA sont de deux sortes:

- 1/ Position de TAHITI vis-à-vis de la METROPOLE,
- 2/ Fonctionnement du Conseil de Gouvernement.

Je ne peux plus supporter les conceptions de Pouvanaa en ce qui concerne la position de Tahiti vis-à-vis de la Métropole. Depuis longtemps, l'intéressé était suspecté et même accusé de vouloir se séparer entièrement de la France. Certains pouvaient encore douter que telle était bien la pensée de Pouvanaa. Et pourtant c'était bien celà son idée directrice, alors que j'essayais moi-même de le faire revenir à des sentiments plus raisonnables et plus réalistes.

Je suis convaincu à l'heure actuelle qu'à ce sujet tout espoir doit être perdu de modifier la mentalité de Pouvanaa, à moins que....

Dire que Pouvanaa est "anti-popaa" ou anti-français, comme l'affirment certains, est un peu sommaire et pas tout-à-fait exact. Il ne songe pas à sortir de l'orbite française pour confier nos destinées à une autre grande nation, - pensée que caressent peut-être certains "bons Français" de chez nous! - En réalité, il est "anti tout ce qui n'est pas tahitien", oubliant que notre race est maintenant tellement métissée que la ligne de démarcation entre les "Tahitiens" et les "étrangers au Pays" est plutôt difficile à tracer. Lui-même, est-il de race "maori" pure?.... Il semble désirer que notre Territoire revienne "comme au bon vieux temps", avec tout ce que celà suppose.... C'est une sorte de racisme nébuleux. Cette conception fumeuse est évidemment inutilisable, car l'histoire et le progrès ne vont pas à rebours. D'ailleurs, il est certain que, bien éclairés, l'immense majorité des Tahitiens se refuseraient à cette rétrogradation, même si elle était possible, ce qui n'est indiscutablement pas le cas, - d'autant que tout n'était pas rose "au bon vieux temps"! - Les conceptions de Pouvanaa n'ont pas l'air de tenir compte de l'histoire, du progrès irréversible, etc...., en un mot, des réalités.

En ce qui me concerne, je considère sincèrement que Tahiti est incapable de se suffire à lui-même. Notre Pays devra toujours être rattaché à un grand ensemble géopolitique, axé sur une grande puissance. Trop de liens nous tiennent depuis longtemps à la France généreuse, pour que nous puissions songer à nous en détacher même dans les moments les plus graves qu'elle puisse traverser....

Cortec, nous pouvons obtenir de plus en plus d'autonomie interne conformément à l'évolution qui se dessine depuis quelques années et qui doit se poursuivre. A nous cependant de nous en montrer dignes! Notre Pays pourra être qualifié de Territoire, d'Etat, de République, etc.... Je considère seulement comme INCONCEVABLE que nous cessions d'appartenir au bloc FRANCAIS: ma conception se définira toujours par la formule immuable: "TAHITI DANS L'UNION FRANCAISE".

J'en viens à présent à la question du Conseil de Gouvernement. En novembre 1957, 20 membres sur 30 du Comité-Directeur du R.D.P.T. m'avaient choisi pour remplir les fonctions de Vice-Président du Conseil de Gouvernement. Et j'estimais aussi pouvoir rendre des services à ce poste en raison de mon expérience administrative. Cependant, Pouvanaa qui avait jusqu'à ce moment paru se désintéresser de cette question, a brusquement exigé d'être nommé Vice-Président du Conseil de Gouvernement, faute de quoi il démissionnerait.

(suite en page 2)



Pour éviter une scission dans notre Parti, je n'ai pas insisté et Pouvanaa a été élu....

La suite de cette affaire est connue: Pouvanaa nous administre la preuve de son incompétence à la Vice-Présidence du Conseil de Gouvernement, qui est en grande partie à la base de nos difficultés actuelles. J'ai longuement exposé ses insuffisances dans le Supplément de "Te Aratai" du 12 juin 1958. Je ne reviendrai pas là-dessus.

Pour conclure, je tiens à préciser sans équivoque qu'actuellement le Public ne doit plus me confondre avec M. Pouvanaa à OOPA. Jusqu'à nos difficultés récentes, je l'ai toujours soutenu loyalement, adoptant même certaines de ses idées que je désapprouvais. Il en est résulté que j'ai subi l'impopularité de beaucoup de décisions au moins inopportunes. A partir de maintenant, il n'en sera plus ainsi. Que Pouvanaa endosse la paternité de ses actes et prenne ses responsabilités....

÷ ÷ ÷

Voici maintenant en résumé comment j'envisage l'avenir.

La loi-cadre des T.O.M. que certains voudraient voir supprimée, doit être maintenue et même élargie. Des projets de lois récents prévoient que le Vice-Président du Conseil de Gouvernement en deviendra le Président, et sera, avec son Gouvernement, responsable devant l'Assemblée Territoriale qui lui accordera sa confiance et pourra la lui retirer. Je suis favorable à ses projets.

Une autre proposition de loi prévoit aussi, pour les Territoires d'Afrique et de Madagascar, que le maintien de l'ordre local pourra être confié au Ministre, Membre du Conseil de Gouvernement, chargé de l'Intérieur. J'estime que cette loi pourrait également s'étendre à notre Territoire.

Une proposition de loi de M. Gérard JAQUET, ancien Ministre de la F.O.M., prévoit la possibilité par le Gouverneur, Chef de Territoire, Représentant de l'Etat, de confier certains services d'Etat aux Ministres-Membres du Conseil de Gouvernement. Ceci pourrait aussi être étendu à Tahiti, à mon avis.

Ce n'est pas une raison parce que l'expérience de ces quelques mois d'application de la loi-cadre à Tahiti n'a pas été heureuse pour abandonner le système. Il nous appartient de tirer la leçon de nos erreurs et d'arriver à une organisation raisonnable et efficace. Nous le pouvons.

Par ailleurs, la réforme de la fiscalité a été amorcée. Elle doit être poursuivie. L'impôt sur le revenu a été supprimé. Rien ne l'a remplacé. Cette question de la fiscalité a une très grande importance. Rien n'a été fait à ce point de vue pendant la dernière session de l'Assemblée Territoriale, qui vient de se terminer. Je prévois bien des difficultés pour l'U.T.D. quand elle devra étudier le budget de 1959. J'imagine qu'elle ne fera rien pour décourager définitivement la C.F.P.O. qui semble être sa bête noire. Car les difficultés risquent de devenir inextricables si cette Société abrège son existence plus tôt qu'on ne le pense, pour se replier alors complètement sur les Nouvelles-Hébrides.

En résumé, nous devons nous comporter comme un Peuple majeur. Il nous appartient d'administrer la preuve que nous sommes dignes de la confiance de la FRANCE, qui, grâce à la loi-cadre des T.O.M., nous a mis en mesure de gérer nous-mêmes nos propres affaires, à l'exclusion de ce qui est commun à la Métropole et aux Territoires d'Outre-Mer (Défense nationale, Justice, Affaires étrangères, Monnaie, etc.). Nous le pouvons, mais nous devons renoncer à nos mauvaises habitudes et mettre en place des gens qualifiés. Nous ne devons avoir en vue que l'intérêt public.

Et puis, il faut cesser de compter indéfiniment sur la Métropole, pour boucher les trous de notre budget (ordinaire ou extraordinaire), et notamment alimenter le F.I.D.E.S. Le Contribuable Métropolitain se lassera certainement un jour, peut-être même plus tôt qu'on ne le pense, et ce ne sera que justice.

Ce sera seulement quand nous aurons un Conseil de Gouvernement digne de ce nom, et un budget équilibré par nos seuls moyens, que nous pourrons vraiment être considéré comme un Peuple capable de voler de ses propres ailes, sous l'égide de la France qui assurera uniquement le fonctionnement des institutions fédérales.

Jean-B. H. Cérans-Jérusalémy,  
conseiller territorial,  
conseiller de l'Union Française.



"Si nous n'avions point de défauts, nous ne prendrions pas tant de plaisir à en remarquer dans les autres." (La Rochefoucauld)

AUSSE MESSIEURS DES "DEBATS", VERIFIEZ L'EXACTITUDE  
DE VOS INFORMATIONS....

"Les Débats" donnent assez souvent des informations présentées comme exactes, alors qu'elles sont dénuées de fondement. Ceci enlève beaucoup de crédit à cet intéressant organe.

Par exemple, à la première page du No 21, M. Frantz Vanizette lie à la question de la Coopérative des Travailleurs Tahitiens, le vote des conseillers "R.D.P.T. nuance Céran", à propos des deux questions préalables présentées par le sus-nommé Vanizette, et tendant à mettre en difficultés le Conseil de Gouvernement. Ces deux questions n'ont aucun rapport entre elles; et M. Vanizette le sait très bien, de même qu'il connaît très bien les raisons du vote des conseillers "R.D.P.T. nuance Céran". Ces derniers se sont simplement refusés à tirer les marrons du feu pour l'U.T.D., comme l'ont fait les conseillers "R.D.P.T. nuance Pouvanaa le Metua".

Et, si, par ailleurs, M. Vanizette pense qu'il y a un scandale de deux millions à la Coopérative des Travailleurs Tahitiens, il devrait le dire plus clairement et non en termes nuancés. Qu'il ait au moins le courage d'appeler les choses par leur nom, et c'est alors que nous pourrions mieux nous expliquer!....

Que dire cependant de l'enquête actuellement menée à la Caisse de compensation des prestations familiales au sujet de son directeur Frantz Vanizette?....

A bon entendeur, salut!

+ + +

QUAND VA-T-ON TRAVAILLER?

Il faut reconnaître que, depuis quelques mois, les travaux n'avancent guère.

Les travaux prévus sont en panne du fait de la brillante action du Ministre des T.P. et autres lieux.

Et pourtant, bien d'autres travaux seraient à envisager.

Quand parlera-t-on de la route Tautira - Teahupoo, qui devrait desservir la région la plus riche de Tahiti-île des points de vue économique et touristique?.... C'est vraiment un scandale que cette question soit toujours pendante!....

M. le Conseiller-Maire Alfred POROI pourrait peut-être envisager la construction d'une SALLE DES FETES. La population est "fiu" des bals remis constamment ou pour lesquels il faut revêtir une tenue de scaphandrier, because la pluie. Les gens de passage n'ont pas une brillante idée de notre organisation!

Une telle création peut être rentable, surtout quand le tourisme sera organisé. Elle peut être louée pour toutes sortes de manifestations (bals, sportivités, fêtes du 14 juillet, voire mariages, etc.).... Un simple toit avec quelques installations permanentes (bar, estrade pour orchestre, lavabos, W.C., etc.) suffit. La décoration, chaque fois qu'on utilise ladite salle de fêtes, doit être complétée avec des "niau" et autres accessoires peu onéreux. Mais de grâce, pas de construction genre hangar à coprah! L'exposition actuelle de Bruxelles montre quelques exemples de constructions élégantes de l'espèce, parmi lesquelles il n'y aurait qu'à choisir.... Allons, au travail!

Les exemples ci-dessus sont bien entendu loin d'être limitatifs. Que chacun des "responsables" exerce son imagination. Cela vaudra mieux que de faire constamment de la politique STERILE....

+ + +

DEPLACEMENTS ET VILLEGIATURES

M. le Conseiller-Maire Alfred Poroi est parti en mission à Paris. Prétexte: assister à la réunion du conseil d'administration de l'Office Central des Postes et Télécommunications. Qui va payer la facture?.... Nous suggérons qu'on émette un timbre spécial avec l'effigie du "metua". Les philatélistes seraient contents!.... De plus, ce serait une "bonne manière" à l'adresse de M. le Vice-Président (suite page 4)



dent du Conseil de Gouvernement, par la volonté de qui la minorité de l'A.T. est devenue "majorité accidentelle"....

Nous apprenons que M. le Conseiller Calixte Jouette est parti aux frais du Territoire pour assister aux fêtes du 14 juillet à Paris. Coût: voyage en avion aller et retour et 25.000 francs d'argent de poche. Bon vent! Le principe de ce voyage est à la rigueur acceptable. Mais nous soulignons que de tels déplacements ont été sévèrement critiqués par l'ancienne minorité actuellement "majorité accidentelle" de l'A.T., sous prétexte d'économies, quand ils étaient décidés par une majorité R.D.P.T.!....

Autre déplacement plus discutable: M. le Conseiller Edwin Atger est envoyé en mission aux U.S.A. pour examiner un L.C.T. ou un L.C.U. que le Territoire envisagerait d'acheter. La France dispose aux U.S.A. d'experts officiels et compétents en nombre suffisant, pour que nous estimions un tel voyage INUTILE. En outre, M. le Conseiller Edwin Atger ne nous paraît pas être un expert maritime très qualifié, si nous en jugeons par les rapports qu'il a produits concernant des questions maritimes (noeuds à l'heure, etc.).... M. le Conseiller-expert Edwin Atger était opposé à l'achat d'un L.C.T. quand il s'agissait d'un engin proposé par des amis du R.D.P.T. Mais, maintenant, il s'agit d'un navire proposé par la "Dollar Lines Co". Le grand patron de cette compagnie, M. Dollar, est le principal actionnaire des "South Pacific Air Lines" et des "Hawaiian Air Lines", et l'avocat à Papeete de ce trust est M. le Conseiller Rudolph Bambridge. Cela change tout. Les "South Pacific Air Lines" ont offert le voyage à M. le Conseiller-expert Edwin Atger. Paient-elles aussi les frais de séjour aux U.S.A.?.... Les dirigeants des "South Pacific Air Lines" ne sont certainement pas des philanthropes. Accepter leur invitation équivaut à accepter aussi le L.C.T. de la "Dollar", car on ne voit pas très bien comment M. le Conseiller-expert Edwin Atger pourrait à la fois profiter de ladite invitation et manquer de courtoisie au point de tenter de découvrir un autre L.C.T. plus intéressant! Espérons que le L.C.T. de la "Dollar" ne soit pas un rossignol trop caractérisé. Nous pouvons en tous cas être sûrs que la promenade de M. le Conseiller-expert-missionnaire figurera dans la facture. Nous n'ajoutons pas aussi "ainsi que le maururu en dollars de M. Dollar", ce que nos adversaires n'auraient pas manqué de faire dans un cas analogue nous concernant.... Comment se fait-il que M. le Conseiller Pierre Hunter (Conseiller-Ministre, pardon) qui a proféré, en séance à huis clos de l'A.T., les accusations graves que tout le monde connaît à l'égard de M. le Conseiller-expert-missionnaire Edwin Atger, accusations non encore éclaircies, fasse actuellement des gracieusetés à l'intéressé?.... Car il paraît que c'est M. le Ministre des T.P. et autres lieux qui est à la base de cette mission. Nous désirons être éclairés sur cette sombre affaire. Quelle salade!....

M. le Conseiller-Vice-Président de l'A.T. Jacques Drollet est parti aussi en mission à Paris, avec la bénédiction du Vice-Président du Conseil de Gouvernement. Motif théorique: rehausser de sa présence et de sa haute stature la fête nationale du 14 juillet à Paris. Mêmes remarques que pour les précédents en ce qui concerne le paiement de la facture....

Un autre Conseiller-expert-missionnaire est aussi parti pour Paris. Il s'agit du "dynamique, bouillant, etc...." ("Les débats" dixit) aboyeur de l'U.T.D. Le but de l'expertise est imprécis. Ceci est secondaire, car l'on sait bien que nos experts locaux sont universels (?!). Pourquoi se gêner?.... Qui doit payer cette facture?.... Et que pense le conseil d'administration de la C.C.P.F. de ce directeur?....

.... Cela a changé, mais c'est toujours la même chose! Où en est la vague d'austérité, d'intégrité, de résistance aux "trusts" et aux "grosses sociétés capitalistes", et d'économies, que l'on nous avait annoncée?.... Le Public n'a rien à craindre. La caisse de réserve heureusement remplie par le R.D.P.T. est là pour amortir les chocs....

\*\*\*  
MONDANITES: Le "Metua" freine les affaires de terres because son antipathie à l'égard du notaire. Comment se fait-il que son principal coadjuteur actuel semble depuis quelque temps filer le parfait amour avec le même notaire? C'est peut-être pour renouer de bonnes relations avec le rédacteur des "Débats", relations qui ont légèrement souffert des suites d'une affaire de mensuration de tapis aux "Tropiques". Il est vrai que l'intéressé semble toujours collaborer aux "Débats" sous la signature de J.D. Qu'en pense le "Metua"?....

A la prochaine!